

MÉTALLOS @ l'œuvre

LA REVUE DU SYNDICAT DES MÉTALLOS

JUN 2017

La menace Trump

Histoire d'un enfant-soldat

Campagne contre Glencore

25 ans depuis Westray

Parrainage de réfugiés

ON STRIKE **EN GRÈVE**

Hands Off
Our Pensions!

pas de recul sur
nos retraites



PM #40006737

Métallos@l'oeuvre
juin 2017

Publication officielle du Syndicat des Métallos

Leo W. Gerard	président international
Ken Neumann	directeur national
Stephen Hunt	directeur du District 3
Alain Croteau	directeur du District 5
Marty Warren	directeur du District 6
Stan Johnson	secrétaire-trésorier international
Thomas M. Conway	vice-président (Administration)
Fred Redmond	vice-président (Relations humaines)
Carol Landry	vice-présidente internationale hors-cadre
Jon Geenen	vice-président international



Les directeurs du Syndicat des Métallos au Canada : Marty Warren, Ken Neumann, Alain Croteau, Stephen Hunt

Bob Gallagher, rédacteur et chef de service
David Cantatore, Clairandrée Cauchy, Paula Ferreira,
Kim Hume, Frank Linhares, Daniel Mallette,
Denis St. Pierre, Pat Van Horne, Brad West
corédacteurs/ corédactrices
Lesley Stodart, graphiste de Métallos@l'oeuvre

Adressez toute demande ou tout article pour le magazine
Métallos@l'oeuvre au : Syndicat des Métallos
Service des communications du Bureau national des Métallos

info@metallos.ca
Traduction : Services linguistiques Scott



En page couverture : Joyce Griffiths (SL 3950) et Vincent Barrette (SL 6486) ont été parmi des centaines de Métallos du Québec et de l'Ontario qui se sont ralliés à Toronto en avril dernier pour manifester à l'assemblée des actionnaires du Fonds de revenu Noranda.

Imprimé sur du papier certifié par le Syndicat des Métallos.

www.metallos.ca



Joignez-vous à notre communauté en ligne de militants!

Convention de la Poste-publications n° 40006737

Retourner toute correspondance ne pouvant être
livrée au Canada au : Service des communications du Bureau national des Métallos
234, av. Eglinton Est, 8^e étage, Toronto, (Ontario) M4P 1K7



Le pouvoir de

Le Jour de deuil observé le 28 avril est toujours une triste occasion pour les Métallos qui pleurent et honorent les personnes mortes ou blessées au travail.

Cette année, les cérémonies soulignent le 25^e anniversaire de Westray, où une explosion tragique a tué 26 mineurs inutilement. Nous ne l'oublierons jamais.

La fin d'avril marque aussi quatre ans depuis l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh, où 1129 travailleuses et travailleurs du vêtement sont morts, une autre tragédie inutile, insensée et évitable que les familles des victimes peinent toujours à surmonter.

À l'issue de Westray et du Rana Plaza, des changements s'imposaient. Nous en avons réalisés grâce au pouvoir de la solidarité, réclamant ensemble que les entreprises et les gouvernements prennent des mesures. Il reste beaucoup à faire pour arrêter le carnage au travail.



la solidarité

Apprenez-en davantage sur Westray et le Bangladesh dans ce numéro de *Métallos@l'oeuvre*.

Grâce à la solidarité, nous changeons la donne pour nos membres de nombreuses façons.

Nous utilisons le pouvoir de la solidarité contre les récentes décisions commerciales qui menacent nos membres des deux côtés de la frontière et nous luttons pour protéger la main-d'œuvre des industries du bois d'œuvre, de l'acier et de l'aluminium.

Nos membres de la SL 6486 des Métallos au Québec, en grève contre CEZinc, se sont unis afin de préserver leurs pensions et de s'opposer à l'attaque de leur employeur cupide pour des concessions. Des grévistes ont rempli deux autobus et convergé vers Toronto afin de manifester à l'extérieur de la réunion des actionnaires, où des membres du District 6 des Métallos les ont accompagnés en guise de solidarité.

Le pouvoir de la solidarité se solde par de nouvelles conventions partout au pays! Découvrez les réussites les plus récentes des Métallos à la table de négociation dans le présent numéro.

Grâce au pouvoir de la solidarité, nos Femmes d'acier négocient des congés pour violence familiale dans nos conventions collectives, des mesures qui rendront les lieux de travail plus sécuritaires pour tous, tout en appuyant nos consœurs qui en sont victimes.

Le pouvoir de la solidarité est le thème du 75^e anniversaire de notre syndicat, que nous avons célébré à notre récent congrès international à Las Vegas. C'est en faisant front commun en vue d'obtenir des droits au travail que nous avons établi notre syndicat, et c'est ainsi que nous procédons encore aujourd'hui.

Les Métallos canadiens ont joué un rôle impressionnant au congrès, prenant la parole sur de nombreuses résolutions et recevant des prix reconnaissant leur travail communautaire, ce dont nous sommes fiers. À la fin du congrès, plus de 3000 délégués et observateurs, main dans la main, ont chanté l'hymne ouvrier Solidarité pour toujours.

Nous continuons de croire que chaque personne mérite d'être traitée avec dignité et respect, d'être capable de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille grâce à un salaire convenable. Nous en faisons une réalité en demeurant solidaires, en œuvrant tous ensemble, à l'unisson.

Poursuivez la lutte, puisez votre force dans la solidarité.

Solidairement,

Le directeur national,

Ken Neumann

Photo : Peter Boyle

Affronter Trump

Le commerce à l'ère de Trump p. 4



Campagne contre Glencore

Le conflit perdure chez CEZinc p. 6



Victoire chez Lafarge

Retour au travail après un lockout p. 9



Commémoration émouvante

25 ans depuis Westray p. 10



Enfants-soldats

Les Métallos contribuent à rebâtir des vies p. 13



Réforme électorale

Une autre promesse libérale brisée p. 16



Négocier la sécurité

Congé pour cause de violence conjugale p. 17



Accueillir les réfugiés

Le programme de soutien prend de l'ampleur p. 21



Négociations fructueuses

Rempporter de bonnes conventions collectives p. 24



Quand la vie bascule

Témoignage d'un accident de travail p. 26



Inondations au Québec

Le Fonds humanitaire réagit p. 26



Congrès 2017

Les Métallos célèbrent le pouvoir de la solidarité p. 28



Le commerce à l'ère de Trump

Les libéraux évitent de réagir aux attaques d'intimidation et irrationnelles contre les travailleurs canadiens et leurs collectivités

Pendant que le gouvernement canadien tergiverse, les dirigeants à tous les échelons du Syndicat des Métallos luttent pour des politiques commerciales équitables qui protégeront les familles ouvrières, les collectivités et les industries menacées.

Selon le directeur national des Métallos Ken Neumann, «le gouvernement canadien ne peut rester passif. Il doit agir fermement et se dresser contre l'intimidation et les décisions irrationnelles du gouvernement de droite aux États-Unis».

«Qu'il s'agisse du bois d'œuvre résineux, de l'aluminium, de l'acier, des produits laitiers – la liste est longue – l'Administration Trump et le Congrès républicain à Washington ont décidé de s'en prendre aux travailleurs canadiens et à leurs familles, sans que le gouvernement canadien ne les repousse vraiment».

Les libéraux abandonnent les travailleurs et les retraités de l'acier

Depuis son élection en 2015, le gouvernement libéral de Justin Trudeau a renié sa promesse de défendre les dizaines de milliers de travailleurs et retraités canadiens touchés par la crise de l'acier.

Les libéraux ont refusé de mettre fin



Le président américain Donald Trump et le premier ministre canadien Justin Trudeau se serrent la main à la Maison blanche.

au dumping massif et illégal d'acier étranger subventionné qui a forcé des usines canadiennes à fermer et à mettre à pied leurs employés. Ils n'ont fourni aucune aide aux milliers de travailleurs et retraités touchés par les démarches de Stelco et Essar Steel Algoma, deux des plus grandes aciéries au pays, pour s'assurer la protection de la Loi sur les faillites.

Les libéraux ont brisé leur promesse de dévoiler les accords secrets entre le gouvernement fédéral et U.S. Steel relativement à l'acquisition de Stelco.

«Les travailleurs et les retraités de l'acier espéraient des changements quand les libéraux de Trudeau ont remplacé les conservateurs de Harper», a mentionné Marty Warren, directeur du Syndicat des Métallos pour l'Ontario et le Canada atlantique.

«Tandis que les travailleurs et les retraités encaissent les coups un après l'autre, le silence assourdissant des libéraux confirme que rien n'a changé.»

«Le gouvernement actuel n'a rien fait et il n'a offert aucun soutien valable aux collectivités partout au pays touchées par la crise de l'acier.»

Une politique sur le bois d'œuvre qui ne tient pas debout

En avril, l'Administration Trump a imposé des tarifs douaniers sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre résineux vers les États-Unis, bien que par le passé des tribunaux internationaux en aient à maintes reprises largement discrédité et rejeté les raisons.

Photo : ResistFromDay1 sur Flickr, sous licence CC BY 2.0

Photo : Steve Dietz

«Nous ne pouvons survivre à une autre attaque d'un autre gouvernement de droite», a signalé le président du Conseil du bois des Métallos Bob Matters après l'annonce des droits compensateurs.

«Le manque d'action du premier ministre et des premiers ministres des provinces produisant du bois d'œuvre résineux est déconcertant. Où est la voix de notre gouvernement se battant pour les Canadiens?», a demandé Bob Matters.

«Les tarifs douaniers imposés par Donald Trump ne visent nullement à protéger les emplois aux États-Unis. L'industrie américaine du bois d'œuvre fonctionne à plein rendement, et le prix du bois d'œuvre n'a jamais été aussi élevé en 20 ans», a expliqué le président international Leo W. Gerard.

«Ces droits découlent plutôt du fait que les producteurs de bois d'œuvre américains tentent de faire augmenter les prix et d'accroître leurs profits. Et certains producteurs au Canada risquent d'en profiter aussi. Ils ont utilisé les profits réalisés en C.-B. pour acheter des scieries aux États-Unis afin de se prémunir contre les risques. Ce sont les petits exploitants, le secteur à valeur ajoutée, et plus important encore, nos membres et leurs collectivités qui sont les plus durement touchés.»

Stratégie forestière des Métallos

Le Syndicat des Métallos a élaboré une stratégie globale pour défendre les travailleurs forestiers canadiens et

«L'aluminium québécois ne compétitionne pas celui fait aux États-Unis, mais bien celui provenant d'autre pays aux normes environnementales douteuses...»

– Le directeur du District 5
Alain Croteau

leurs collectivités, mais les libéraux au fédéral et en C.-B. n'ont pas appuyé de telles propositions. Le programme du syndicat prévoit : l'augmentation des droits imposés sur les exportations de grumes brutes, des incitatifs visant une fabrication à valeur supérieure et plus d'investissements dans la fabrication, le reboisement et la formation professionnelle.

«N'oublions pas que les libéraux de la C.-B. ont fermé plus de 100 usines et éliminé 35 000 emplois forestiers, tout en permettant aux exportations de grumes d'augmenter en flèche», a affirmé Gerard.

L'aluminium fait l'objet d'une enquête

Les dirigeants des Métallos des deux côtés de la frontière militent activement pour que le Canada soit exclu de l'enquête menée par l'Administration Trump visant à déterminer les répercussions des importations d'aluminium sur la sécurité nationale des États-Unis. Le

Syndicat des Métallos représente des milliers de travailleurs dans les industries canadienne et américaine de l'aluminium.

«Pour l'instant, on comprend que tout le dossier est à l'étape de l'enquête à Washington. On veillera à se faire entendre pour que les travailleurs québécois ne soient pas des victimes collatérales de la volonté américaine de préserver une industrie de l'aluminium viable. L'aluminium québécois ne compétitionne pas celui fait aux États-Unis, mais bien celui provenant d'autre pays aux normes environnementales douteuses qui fonctionnent à partir d'électricité au charbon», a déclaré le directeur québécois des Métallos Alain Croteau.

Selon Gerard, «Le problème, c'est la Chine, pas le Canada et les autres pays qui respectent les règles. La Chine inonde les marchés mondiaux et fait chuter les prix».

«Notre but, ce sont des échanges commerciaux équitables et non le cloisonnement du marché américain. C'est pour ça que se sont toujours battus les Métallos», a-t-il poursuivi.

«Plutôt que de s'attaquer au dumping étranger et à la surproduction de la Chine, l'Administration américaine a jugé que le Canada constituait une cible plus facile à intimider», a constaté Neumann.

«Les familles et les collectivités canadiennes ont besoin d'un gouvernement fédéral qui défendra vigoureusement leurs intérêts au lieu de courber l'échine face à l'intimidation de Trump.» ■





De l'action et des conflits de travail dans le District 5

Il y a de l'action depuis le début de l'année dans le District 5.

En février deux grèves ont été déclenchées, contre une clause orphelin dans le régime de retraite chez Samuel et Fils à Laval et pour protéger le régime de retraite à l'affinerie CEZinc à Salaberry-de-Valleyfield. Au moment de mettre sous presse, les travailleurs de Mine Raglan au Nunavik (Glencore) se donnaient un mandat de grève presque à l'unanimité pour s'opposer aux demandes de concession de l'employeur et les 2000 syndiqués d'ArcelorMittal sur la Côte-Nord ont ratifié un nouveau contrat de travail après avoir donné un ultimatum à leur employeur notamment pour préserver leur régime de retraite pour tous.

Une campagne mondiale contre Glencore

Le conflit à l'affinerie CEZinc à Salaberry-de-Valleyfield qui perdure depuis le 12 février a pris une nouvelle dimension à la fin d'avril. Une bonne part des grévistes de l'affinerie de l'ouest de Montréal a convergé vers Toronto le 28 avril pour manifester devant l'édifice de la Bourse où se tenait l'assemblée des actionnaires du Fonds de revenu Noranda, qui opère l'affinerie CEZinc.

Le directeur québécois des Métallos, Alain Croteau, a fait l'annonce d'une campagne mondiale contre l'entreprise Glencore et le Fonds de revenu Noranda pour aider à dénouer la grève. Glencore est un des principaux actionnaires du Fonds de

revenu Noranda.

«Les grévistes sont venus jusqu'à Toronto, une délégation ira ensuite se faire entendre jusqu'en Suisse à l'assemblée des actionnaires de Glencore. Nous prendrons aussi contact avec des syndicats de Glencore sur la planète. Cette compagnie doit prendre au sérieux les travailleurs qui font sa richesse», a lancé Croteau.

Les travailleurs de CEZinc, membres de la section locale 6486, sont en grève principalement pour préserver leur régime de retraite qui est pourtant en excellente santé financière.

Calme et déterminée, la présidente de la SL 6486 Manon Castonguay a invité les actionnaires à faire pression sur



La présidente de la SL 6486 Manon Castonguay et des Métallos manifestent à l'extérieur de la Bourse de Toronto.

le conseil d'administration pour qu'il fasse preuve d'ouverture devant les pistes de solution syndicales.

«Les actionnaires et les grévistes ont des intérêts en commun. Les actionnaires ont acheté des parts avec la promesse de recevoir des dividendes, elles sont suspendues depuis janvier dernier et jusqu'à nouvel ordre. De notre côté, nous nous privons de salaire pour maintenir nos conditions de travail et de retraite. On comprend la volonté de réaliser des économies. Nous sommes même prêts à trouver des solutions, mais les dirigeants ont fait la sourde oreille. Les actionnaires doivent joindre leur voix à la nôtre pour inciter le conseil d'administration à reprendre les négociations en faisant preuve

suite à la page suivante

Des syndicalistes à l'assemblée nationale

Plus d'une centaine de syndicalistes provenant de plusieurs syndicats affiliés de la FTQ, ont convergé vers Québec les 5 et 6 avril pour rencontrer leurs députés respectifs. Au menu : la nécessité d'interdire les clauses orphelin dans les régimes de retraite et d'assurance, le salaire minimum à 15 \$ et la hausse du Régime des rentes du Québec (RRQ).

Cette première journée de rencontres FTQ a été une réussite. Une quarantaine de députés, tous partis confondus, ont été rencontrés. Avec 23 participants, le contingent métallo était bien représenté parmi les syndicalistes FTQ.

Voici en résumé les trois enjeux qui ont été abordés.

Clauses orphelin

Depuis 2001, la Loi sur les normes du travail interdit les clauses orphelin désavantageuses pour les nouveaux travailleurs en ce qui a trait aux salaires et à plusieurs autres conditions de travail. Mais voilà, les clauses orphelins sont encore fréquentes sur les régimes de retraite et d'assurances. Les syndicalistes ont demandé aux députés de s'impliquer adopter rapidement une loi interdisant toutes les clauses orphelins.

Bonifier le RRQ

En vertu d'une entente signée par les autres provinces et le fédéral en juin 2016, le Régime de pension du Canada (RPC), en vigueur à l'extérieur du Québec sera enfin bonifié comme le demande la FTQ et le CTC depuis longtemps. Mais le gouvernement libéral de Philippe Couillard refuse de bonifier le RRQ à la hauteur de ce qui sera fait dans les autres provinces. Ce faisant, les retraités québécois s'appauvriront par rapport à ceux des autres provinces.

Minimum 15 \$

La campagne sur la hausse du salaire minimum à 15 \$ d'ici 2022 a été abordée dans toutes les rencontres avec les députés. Les syndicalistes se sont montrés rassurants quant aux effets positifs sur l'économie, soulignant que les personnes au salaire minimum dépenseraient inévitablement davantage dans l'économie locale. ■



Isabelle Bournival de la SL 3953 chez Thomas and Betts, au centre, qui a rencontré des députés péquistes de la Montérégie avec des confrères et consoeurs d'autres syndicats.



La solidarité au-delà des allégeances syndicales était bien vivante dans les rues de Salaberry-de-Valleyfield le 29 mars lors d'une manifestation de plus de 400 personnes en appui aux grévistes chez CEZinc.

Photo : Michel Giroux

Action et conflits - suite de la page précédente

d'ouverture », a fait valoir la présidente représentant les 371 grévistes.

Tout juste avant d'entrer à l'assemblée, elle avait pris la parole devant les grévistes et les manifestants métallos sur le parvis de l'édifice de la bourse.

«Nous sommes déterminés à ne pas sacrifier le régime de retraite de nos membres et des prochaines générations. Ensemble on peut repartir cette usine et recommencer à y générer des profits appréciables. Mais ça ne se fera pas en nous mettant à genoux. Pas de recul sur nos retraites!», a scandé Castonguay.

Le directeur du District 6 des Métallos (Ontario et provinces maritimes), Marty Warren, a salué la venue des grévistes québécois et le lancement d'une campagne mondiale. «Cette capacité que nous avons comme organisation à traiter d'égal à égal avec des multinationales fait notre force. Nous serons à vos côtés dans cette bataille », a fait valoir Marty Warren.

Grève chez Samuel et Fils

Une autre grève s'est déroulée ces derniers mois, chez Samuel et Fils à

Laval. Les 70 Métallos de la section locale 9441 ont déclenché une grève le 4 février dernier, rejetant notamment une clause orphelin dans le régime de retraite. Au moment de mettre sous presse, les syndiqués venaient d'accepter une proposition du conciliateur, mettant ainsi fin à trois mois de conflit. Un deuxième

régime à cotisations déterminées sera finalement instauré, mais en 2019 seulement. La part allouée par l'employeur dans ce régime équivaldra à 5% du salaire brut, contre le 3% prévu initialement.

«Je tiens à féliciter chaleureusement nos membres qui se sont battus avec courage et dignité», a lancé la représentante syndicale Silvy Vaudry. «Ils se sont privés de salaire afin que les générations futures ne soient pas affectées par une clause de disparité de traitement dans le régime de retraite. Au final, ils ne l'ont peut-être pas empêchée, mais ils l'ont repoussée dans le temps et ont apporté, par leur démarche, une noble contribution à la lutte aux clauses orphelin.»

«Encore une fois, leur bataille met en lumière la nécessité d'une loi contre toutes les formes de clauses orphelins, a ajouté Croteau. «Si ces changements étaient apportés, de tels conflits pourraient être évités. Le gouvernement doit arrêter de tergiverser et achever le travail entrepris en 2001 pour interdire les clauses orphelin.



La présidente de la SL 6486 Manon Castonguay et les Métallos en grève chez CEZinc reçoivent un don de solidarité de Marlyne Lachaine, la présidente de la SL 9449 à la Mine Raglan (Glencore), et d'autres représentants de la section locale.

«Nous sommes déterminés à ne pas sacrifier le régime de retraite de nos membres et des prochaines générations.»

– Manon Castonguay

Nouveau contrat chez ArcelorMittal

Les 2000 travailleurs d'ArcelorMittal sur la Côte-Nord, réunis au sein de 5 sections locales, ont ratifié une nouvelle convention collective en mai dernier, après avoir donné un mandat de grève quasi-unanime. Au terme d'un blitz de négociations, l'employeur a renoncé à un régime de retraite à deux vitesses désavantageux pour les nouveaux. La rente de base est même augmentée et des hausses de prestations sont accordées aux retraités.

Le contrat de 4 ans prévoit des hausses annuelles allant entre 2,13% et 3%. Les travailleurs du site de Fire Lake obtiennent la parité complète avec ceux de la mine du Mont Wright, alors que des écarts salariaux pouvaient auparavant atteindre 8 \$ l'heure. La sous-traitance est davantage balisée et des emplois sont ramenés dans le giron de l'entreprise. Les régimes d'assurances sont bonifiés. Plusieurs clauses normatives ont été améliorées.

Rappelons que les syndiqués avaient refusé les offres précédentes de l'employeur dans une proportion allant de 99,3% à 100%, donnant un ultimatum de 72 heures avant le déclenchement d'une grève générale illimitée.

«Il y a de nettes améliorations et aucune concession n'a été faite. Cela a été possible grâce à la très forte mobilisation des membres», souligne le coordonnateur des Métallos sur la Côte-Nord, Nicolas Lapierre. ■

La section locale 816 des Métallos à la mine de calcaire de Lafarge Canada sur l'île Texada en Colombie-Britannique a remporté une importante victoire en mars dernier, après un lockout de cinq mois.

Lafarge a mis ses travailleurs en lockout le 17 octobre 2016 quand ils ont refusé ses demandes d'éliminer les droits d'ancienneté.

Grâce à l'appui de leur collectivité, d'autres sections locales des Métallos, de syndicats de la région et à la solidarité internationale, ses membres ont tenu bon et riposté.

Conséquemment, les Métallos ont signé un accord sans concession qui préserve leurs droits d'ancienneté et prévoit des hausses de salaires et d'avantages sociaux semblables à celles des autres conventions collectives du secteur.

Le lockout irrationnel et de mauvaise foi de Lafarge a causé un tort immense

Pendant des décennies, les Métallos sur l'île Texada ont tiré une grande fierté de leur travail et donné le meilleur d'eux-mêmes. Il est clair que les agissements de la direction ont ébranlé la confiance de nos membres dans l'entreprise.

Le lockout irrationnel et de mauvaise foi de Lafarge a causé un tort immense à ses employés, leurs familles et toute la collectivité de Texada.

«C'est maintenant à Lafarge d'agir. Elle a beaucoup de chemin et de travail à faire si elle veut regagner la confiance et le respect de la population de Texada», a soutenu le directeur du syndicat pour l'Ouest canadien Stephen Hunt.

L'histoire de l'extraction du calcaire sur l'île Texada remonte aussi loin que 1918. Il s'agit de la mine la plus ancienne de la province qui produit le calcaire servant à la fabrication du ciment essentiel à de nombreux projets d'infrastructure. ■



VICTOIRE CHEZ LAFARGE

25 ans depuis le désastre à la mine Westray

Comme tous les 9 mai depuis plus de deux décennies, les familles des 26 mineurs morts dans l'explosion à la mine Westray en 1992 se sont réunies à l'aube devant le monument du parc de Stellarton (N.-É.) dédié à la mémoire de leurs proches.



Vernon Theriault à l'occasion de la commémoration du 25^e anniversaire du désastre à la mine Westray. Un ancien mineur de Westray, Vernon est récipiendaire de la Médaille de la bravoure pour son travail au sein de l'équipe d'évacuation et sauvetage en 1992.

Toutefois, le 9 mai dernier qui marquait 25 ans depuis l'explosion évitable qui a tué toute une équipe de mineurs de fond, elles étaient accompagnés de nombreux autres membres de la famille qui avaient quitté la Nouvelle-Écosse au fil des ans, d'amis, de sympathisants d'aussi loin que la C.-B., de médias, d'étudiants, de représentants gouvernementaux et d'autres personnes pour une journée de prières commémoratives, d'hommages et d'un engagement à ne jamais cesser de lutter pour la justice.

Tout comme ils l'étaient avant le désastre alors que les

mineurs signaient des cartes d'adhésion syndicale parce qu'ils jugeaient la mine dangereuse, les Métallos étaient présents, notamment le directeur national du syndicat, Ken Neumann, le directeur du District 3, Stephen Hunt et celui du District 5, Alain Croteau.

La journée a commencé à 6 h 45 par une procession jusqu'au monument commémoratif et un court programme. Plus tard, au Musée de l'industrie, des étudiants du secondaire de la région ont participé à une activité en direct, où Ken Neumann a annoncé qu'une bourse de 2500 \$ serait décernée à une ou un élève de Stellarton qui termine son secondaire et poursuit des études postsecondaires.

«Cette bourse contribuera à faire en sorte que les générations futures gardent Westray dans leur cœur et leur esprit. C'est un autre moyen de tenir notre promesse depuis 25 ans voulant qu'il n'y ait plus jamais de Westray».

En après-midi, une séance de dédicaces a eu lieu à la bibliothèque de New Glasgow. L'auteur Tom Sandborn y a lu un passage d'*Une histoire d'enfer*, relatant les événements à Westray, «depuis la tragédie prévisible» jusqu'à la campagne en cours visant une meilleure application de la Loi.

«... Alan Doyle se souvient amèrement des pratiques dangereuses qu'on encourageait à Westray.

"Cette mine était un endroit qu'on qualifiait d'enfer, m'a-t-il dit en 2016. L'intimidation y régnait. Les inspecteurs étaient menés par le bout du nez et surtout ignorés. Une fois, un inspecteur les a surpris à conduire un bouteur qui dégageait des étincelles nues sous terre. Quand l'inspecteur a quitté la mine, le contremaître a ordonné à Robbie de ramener le bouteur sous terre ... s'il voulait garder sa foutue job."



Plus jamais de Westray

Ce soir-là, de retour au monument, les personnes présentes à la cérémonie du révérend Glen Matheson étaient accompagnées de la garde d'honneur régionale des services d'urgence et d'incendie de Halifax et du corps de cornemuses et tambours (Union Fire Club Pipes and Drums), de la GRC et du service de police régional. La chorale des mineurs Men of the Deeps a donné une prestation qui s'est terminée par la ballade classique de la défunte chanteuse néo-écossaise Rita McNeil sur les mineurs de charbon, «Working Man».

«Westray symbolise la lutte de notre syndicat pour la santé et la sécurité depuis un quart de siècle, a indiqué Hunt. Chaque fois que nous venons ici et que nous rencontrons les familles, le souvenir des événements d'il y a 25 ans ne redevient que trop réel et immédiat. La plaie est toujours vive et elle le demeurera tant que des travailleuses et travailleurs mourront au nom des profits.»

Croteau a ajouté : «Aucun emploi ne devrait être un arrêt de mort en puissance. Nous ne pouvons ni ne devrions reléguer au passé les événements du 9 mai 1992. Nous devons nous en souvenir et lutter afin qu'un tel carnage ne se reproduise jamais.»

Selon Neumann, l'histoire du syndicat est à tout jamais liée à Westray.

«Nous nous sommes battus pour l'enquête au milieu des années 90. Nous avons exercé de fortes pressions pendant longtemps sur la Colline du Parlement, réclamant l'adoption de la Loi Westray afin de poursuivre les entreprises qui tiennent pour acquise la vie des travailleurs. Aujourd'hui, nous luttons toujours pour obtenir une meilleure application de la Loi Westray.» ■



Photos : Peter Boyle



Photo : Ron Palmer

Marlin Degrand, commissaire adjoint à la Division K de la GRC, et Christina Gray, la ministre du Travail de l'Alberta, signent le Protocole d'accord de Westray.

La campagne sur l'application de la loi prend de l'élan

Pendant les jours qui ont précédé les cérémonies de commémoration des 25 ans depuis le désastre à Westray, la campagne Mettons fin au carnage, Appliquons la loi visant une meilleure application de la loi a marqué de nouveaux jalons.

Le 28 avril, Jour de deuil, le gouvernement néo-démocrate de l'Alberta a signé le Protocole d'accord de Westray avec dix services de police, lequel décrit les étapes à respecter lors d'enquêtes sur des incidents graves au travail et aidera à déterminer si des accusations criminelles pourraient être justifiées, en plus des infractions à la santé et la sécurité au travail.

Marlin Degrand, commissaire adjoint à la Division K de la GRC a déclaré : «En définissant les rôles et les étapes à suivre, les forces policières peuvent se concentrer sur toute activité criminelle ayant pu avoir lieu et les enquêteurs procéder à l'enquête, ce qui est à l'avantage de tous les Albertains.»

Entre-temps, le Conseil municipal de Vancouver est le plus récent parmi des douzaines d'autres au Canada à avoir adopté une résolution appuyant la campagne des Métallos.

À Ottawa, les ministres fédéraux de la Justice et du Travail ont signifié que le gouvernement s'était engagé à «faire davantage» pour que la Loi Westray «soit appliquée efficacement afin de tenir criminellement responsables les personnes ayant fait preuve de négligence lors de décès et de blessures graves au travail».

«Nous ne pouvons oublier que le Parlement a adopté cette loi à l'unanimité en 2003, a rappelé Ken Neumann. Nous espérons qu'on lui fournira les ressources nécessaires pour instruire et former les forces policières et les procureurs afin qu'ils puissent faire leur travail et appliquer la loi.» ■



Le chef du NPD de la Colombie-Britannique John Horgan avec des bénévoles Métallos pendant les élections provinciales en C.-B.

Les Métallos participent en masse aux élections en C.-B.

Grâce à un effort optimal du Syndicat des Métallos pendant les élections provinciales en Colombie-Britannique, le Nouveau Parti démocratique (NPD) dirigé par John Horgan a réalisé des progrès considérables, alors que Christy Clark et les libéraux ont été sévèrement censurés.

Les Métallos ont ouvertement critiqué la première ministre Clark et son gouvernement de droite pour leur bilan désastreux qui touche nombre d'industries où les Métallos travaillent.

Ces 16 dernières années, la C.-B. a vu 35 000 emplois forestiers disparaître et des centaines de scieries fermer alors que les taux d'exportation de grumes atteignaient des niveaux records. Dans l'industrie minière, les libéraux de la C.-B. ont autorisé les entreprises à embaucher des travailleurs étrangers temporaires plutôt que ceux de la région. Ce sont les Métallos qui ont levé le voile sur le scandale chez HG Mining, qui a fait venir plus de 200 travailleurs étrangers temporaires au détriment de nos nombreux mineurs expérimentés.

«Nous avons repoussé les tentatives de Christy Clark de sacrifier notre province, et elle a réagi par des attaques publicitaires à l'américaine contre nos syndicats», a indiqué

le directeur du District 3 des Métallos Stephen Hunt.

En effet, le Syndicat des Métallos est devenu le point de mire de Christy Clark, qui s'est ainsi attaquée directement au président international Leo Gerard.

Heureusement, ces tentatives de faire mauvaise presse au syndicat ont échoué et incité les Métallos à s'impliquer plus que jamais dans ces élections.

«Des centaines de membres y ont pris part. Ils en ont parlé à des collègues, des voisins et d'autres électeurs. Je suis tellement fier de l'effort incroyable que nos membres ont déployé à cette occasion», a ajouté Hunt.

En partie grâce aux Métallos, les libéraux ont perdu leur précieuse majorité en C.-B. Au moment de la rédaction, les résultats finaux n'étaient pas clairs : les libéraux détenaient 43 sièges, le NPD 41 et le Parti vert 3. Pour former un gouvernement majoritaire, il en faut 44. Les résultats étaient très serrés, mais ils peuvent encore faire l'objet d'un recomptage et changer en raison des votes des électeurs absents.

Peu importe l'issue du scrutin, les experts politiques sont d'avis que les résultats ont ébranlé la province et que d'autres élections se profilent à l'horizon. ■



*Le soutien
du Fonds
humanitaire
des Métallos*

L'espoir pour les anciens enfants- soldats

Abel Learwellie avait 16 ans quand la guerre civile dans son pays a rattrapé sa famille en 1990.

Des mois auparavant, quand la guerre civile a éclaté au Libéria, Abel et sa famille ont fui vers Yarpuah, le village natal de son père, au nord du pays. Ils espéraient y trouver refuge, loin des horreurs qui, selon les dires, se répandaient partout au pays de l'Afrique de l'Ouest.

suite à la page suivante

Enfants-soldats - suite de la page précédente

À la fin du printemps 1990, cependant, une milice rebelle a fait irruption dans le village, semant le chaos.

«Un après-midi, les rebelles sont entrés dans le village, se souvient Abel. Ils tiraient partout. L'époux de ma sœur a été tué là, il a été touché et il est mort sur le coup.»

Abel et d'autres jeunes garçons terrifiés du village ont été rassemblés par les rebelles et emmenés sous la menace de leurs armes. Ils venaient tout juste d'être recrutés comme enfants-soldats du tristement célèbre Front patriotique national du Libéria (FPNL), un groupe luttant contre le gouvernement répressif du président de l'époque Samuel Doe.

Des dizaines de milliers d'enfants, des garçons et des filles, certains n'ayant pas plus de huit ans, ont été kidnappés et forcés de participer aux guerres civiles du Libéria de 1989 à 1996 et de 1999 à 2003. On les utilisait combattants, porteurs de munitions, cuisiniers et esclaves sexuels.

La guerre civile au Libéria deviendra célèbre pour ses atrocités largement répandues, souvent commises par des enfants et contre eux. Le FPNL de Charles Taylor a renversé le gouvernement et Taylor a été élu président en 1997. Deux ans plus tard, la deuxième guerre civile a éclaté. Charles Taylor a finalement perdu le contrôle du pays et, en 2003, il a quitté le Libéria et s'est exilé. Plus tard, il a été détenu par les autorités des Nations Unies, jugé par La Haye et, en 2012, condamné à 50 ans de prison pour des crimes contre l'humanité.

«Nous ne savions plus qui nous étions»

Après leur enlèvement en 1990, Abel Learwellie et ses compagnons ont rapidement été formés comme rebelles du FPNL.

«On nous donnait des armes à feu et quelques heures d'orientation sur la façon de les utiliser, de les démanteler

et de les remonter. Nous nous exercions chaque matin. Après quelques jours, nous étions devenus des soldats.»

En plus de craindre d'être battus ou tués, la marijuana et l'alcool servaient couramment à inciter les jeunes combattants à exécuter les ordres.

«Nous n'avions pas le choix. Nous devions tous prendre la marijuana et l'alcool, après quoi nous nous sentions braves», explique Abel.

«Nous ne savions plus qui nous étions. Nous avions l'impression d'avoir complètement perdu la tête. Nous ne comprenions vraiment pas ce qui se passait autour de nous. Les armes nous donnaient du pouvoir, nous nous sentions tout-puissants. Nous avions l'impression d'être au-dessus de tout.

«D'horribles choses se produisaient. Des gens étaient tués, éviscérés, décapités.»

Échapper à l'horreur

Pendant des mois, Abel et un petit groupe d'amis ont parlé secrètement d'échapper aux horreurs de la guerre et, en 1993, ils ont abandonné leurs armes et se sont enfuis, se dirigeant vers un camp de réfugiés des Nations Unies dans le pays avoisinant de la Guinée.

«Nous sommes restés dans les broussailles pendant deux mois. Toute personne associée au FPNL courait un grand danger en traversant la frontière de la Guinée, mais nous avons pris le risque.»

Incroyablement, Abel a découvert que son père et sa mère se trouvaient eux aussi dans des camps de réfugiés. Ils ont été réunis, bien qu'Abel et



son père aient eu à convaincre les autorités que l'adolescent, soupçonné d'avoir participé à la guerre, ne constituait pas une menace et qu'elles devaient lui permettre de rester.

La famille a passé plus de trois ans dans les camps de réfugiés, où Abel s'est inscrit à l'école. En 1996, quand ils ont entendu dire que la paix se dressait à l'horizon au Libéria, tout comme la possibilité d'un cessez-le-feu et d'un «gouvernement d'unité», ils sont retournés chez eux.

«Mais la situation n'était pas comme ils nous disaient. Le chaos subsistait, tout comme les atrocités, dit Abel. Donc, tout le monde s'est mis à fuir de nouveau, pour la deuxième fois. Mes parents, nous tous, nous avons fui.»

En 1997, les soldats de Charles Taylor ont arrêté le père d'Abel, Tormue, et l'ont assassiné. Sa mère, Gormah Malonminee, allait mourir en 2014 pendant l'épidémie du virus Ebola au Libéria.

Plus tard en 1997, Abel a réussi à se rendre jusqu'à la capitale du Libéria, Monrovia, où, grâce à la participation de longue date de sa famille à l'Église luthérienne, il a pu s'inscrire à



Armino DeMedeiros (deuxième à droite), président de la SL 480 des Métallos, a fait partie d'une délégation du Fonds humanitaire au Libéria pour observer le programme Camp pour la paix au Libéria et rencontrer les participants, y compris, de la gauche, les anciens enfants-soldats Abel Learwellie, fondateur du programme, Olifanti, formé comme maçon, et Sumo, un leader communautaire.

la société dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Ils souffrent de traumatismes psychiques, de troubles mentaux, de toxicomanie et d'analphabétisme. Nombre d'entre eux n'ont aucune instruction, aucune compétence et sont coupés et exclus de leur collectivité.

«On a détruit leur vie. On les a privés de leurs droits. On les a complètement ignorés, précise Abel. Les guerres ont pris fin il y a des années, mais la plupart de ces jeunes gens continuent de souffrir parce que personne ne se soucie d'eux. On ne veut rien savoir d'eux. Ils ont

été négligés par leurs familles et la société.»

Camp pour la paix au Libéria donne de l'espoir aux anciens enfants-soldats, et à leurs collectivités. Le groupe offre un programme résidentiel de neuf mois qui est ouvert à 30 personnes à la fois et axé sur la formation professionnelle. Il fournit aussi du soutien et des services d'aide psychosociale essentiels.

«Nous avons aidé plus de 150 jeunes jusqu'à présent. Ils vivent maintenant dans leurs localités, mettant en pratique leurs compétences en agriculture, dans les métiers du bâtiment, la confection de vêtements, la mécanique, etc.», poursuit Abel.

«Ils rebâtissent les infrastructures locales détruites par la guerre, cultivent localement des aliments pour la collectivité, réparent des véhicules, des motocyclettes et des génératrices, construisent des maisons et confectionnent des vêtements.»

Les Métallos font une différence

Ces trois dernières années, Camp pour

«Les guerres ont pris fin il y a des années, mais la plupart de ces jeunes gens continuent de souffrir parce que personne ne se soucie d'eux.»

– Abel Learwellie

la paix au Libéria a reçu un soutien essentiel du Fonds humanitaire des Métallos.

Les Métallos Armino DeMedeiros (SL 480, à Trail, en C.-B.) et Adam Nichols (SL 5795, à Labrador City) ont fait partie d'une délégation envoyée par le Fonds humanitaire au Libéria pour observer le programme Camp pour la paix au Libéria et rencontrer les participants.

Armino a indiqué qu'il ne saurait être plus fier que les Métallos aient appuyé un tel programme dans un pays accablé par des problèmes économiques, sociaux et politiques écrasants.

«On ne peut qu'imaginer ce que ces jeunes ont vécu, a-t-il dit. De voir leur attitude positive et qu'ils essaient de tirer le meilleur parti de la situation est incroyable. Le travail se fait tellement rare là-bas; la formation et l'éducation qu'ils reçoivent leur donnent la possibilité de travailler et d'améliorer leur vie.»

Selon Abel, les Métallos collaborent à donner de l'espoir et de l'encouragement à des gens et à des collectivités entières au Libéria.

«Ces anciens enfants-soldats acquièrent de nouvelles compétences et travaillent pour améliorer leur vie et celle de leurs collectivités. Ils reprennent leur juste place dans la société. Le Fonds humanitaire des Métallos réduit la pauvreté et change la vie des gens. Il contribue à favoriser la réconciliation et une paix durable au Libéria.» ■

l'université. Il en est devenu un jeune leader et il a commencé à militer pour une fin à la guerre civile et au recrutement des enfants-soldats.

«C'était toujours le chaos, on se battait partout. J'avais la chance d'être étroitement lié à l'église. Cela m'a beaucoup aidé de recevoir un certain degré de protection.»

Tandis que la guerre civile au Libéria prenait fin, Abel collaborait avec un groupe parrainé par l'église à encourager et à appuyer d'anciens enfants-soldats à réintégrer la société.

«Nous les connaissions, nous connaissions leur langage, nous savions comment les aborder, un à un.»

De l'espoir pour les anciens enfants-soldats

En 2005, Abel et d'autres militants ont collaboré à établir l'organisme sans but lucratif Camp pour la paix au Libéria (Camp for Peace Liberia), qui se dévoue à appuyer, éduquer et réintégrer les anciens enfants-soldats dans la société.

Maintenant dans la vingtaine, la trentaine et la quarantaine, des milliers d'anciens enfants-soldats du Libéria demeurent en marge de

Une autre promesse

BRISÉE

Réforme électorale

Avant de devenir premier ministre, Justin Trudeau a promis maintes fois que les élections fédérales de 2015 seraient les dernières sous notre système uninominal majoritaire injuste.

Il s'agit seulement d'une des nombreuses politiques que les libéraux de Justin Trudeau ont volées au NPD et d'une des raisons pour lesquelles ils ont remporté les élections de 2015, prenant le plein contrôle du Parlement avec juste 39% des voix.

Près de 90% ont réclamé un système de vote proportionnel.

Ce n'est pas fini

En brisant sa promesse, le premier ministre Trudeau insulte les Canadiens. La réforme constituait un enjeu central de sa campagne de 2015 et il en a été mentionné dans le premier discours du Trône. Le comité parlementaire qui étudie la question a parcouru le pays afin de consulter les Canadiens et présenté un rapport approfondi. Près de 90% des experts et des membres du public ont réclamé un système de vote proportionnel où le nombre de sièges que reçoit un parti correspond à sa part des voix.

Justin Trudeau et les libéraux ont manqué honteusement à leur promesse de modifier notre système électoral injuste. Ne leur laissons pas oublier.

Pourquoi les Métallos veulent la réforme électorale

L'équité et la démocratie sont deux valeurs syndicales fondamentales, ce que vise la réforme électorale. Elle permet de faire en sorte que chaque vote compte. Il est temps de se défaire d'un système qui favorise le scrutin stratégique, où on gaspille les votes en essayant de défaire un candidat ou un parti à l'aide d'un système peu fiable.

La représentation proportionnelle : pas compliquée, tout simplement équitable

Les libéraux renoncent à la réforme, mais pas la population. En novembre dernier, le député néo-démocrate fédéral Nathan Cullen a parrainé une pétition parlementaire électronique que 130 000 Canadiens ont signée avant sa clôture en mars, le plus grand nombre qu'une pétition du genre ait jamais obtenu.

Les Métallos n'abandonneront pas

Les Métallos continueront d'exiger la réforme électorale. Nous pouvons rappeler au gouvernement libéral que nous sommes déçus qu'il ait rompu sa promesse, et qu'aux prochaines élections, nous choisirons un parti qui s'engage réellement à établir un système de vote proportionnel et équitable. ■



Une promesse

BRISÉE

De la sensibilisation à la négociation

Les Métallos négocient des congés pour cause de violence conjugale



Les Métallos Ivana Niblett (District 3), Lynne Descary (District 6) et Ray White (District 3) négocient avec succès des clauses de congé pour cause de violence conjugale.

La violence conjugale

contre les femmes et les filles demeure un problème au Canada, où une femme sur trois ayant plus de 16 ans est victime d'agression sexuelle pendant sa vie.

Face à un taux d'incidence si élevé, les chances sont qu'une personne à votre travail en est victime, sans que vous le sachiez. Selon des recherches récentes, la violence conjugale suit souvent les victimes au travail, menaçant la sécurité et les emplois.

La négociation collective peut aider à procurer sécurité et soutien en milieu de travail. Elle rompre aussi le silence

entourant un sujet tabou depuis longtemps.

Les Métallos ouvrent la voie

Une initiative anti-violence lancée en 2016 par le Comité national de la condition féminine des Métallos dénonce la violence conjugale et engendre des actions tangibles par l'éducation, l'engagement et la mobilisation de nos membres.

Le Comité a développé une trousse anti-violence que les militants utilisent dans leurs présentations aux sections locales et conseils régionaux, et chez certains employeurs se montrant coopérants.

Une présentation téléchargeable et des ressources, dont des clauses contractuelles modèles, font partie

suite à la page suivante

À l'intention des comités de négociation

- ▶ Si votre unité ou section locale effectue un sondage sur les priorités de négociation, réclamez des congés pour cause de violence conjugale quand vous y répondez.
- ▶ Contenu des clauses contractuelles modèles à cet égard :
 - ▶ Un préambule expliquant l'objet de la clause.
 - ▶ Un congé payé (pouvant être complété par un congé supplémentaire sans solde qui n'utilise pas les congés de maladie ou annuels des membres).
 - ▶ Aucune obligation de prouver que la personne subit de la violence conjugale (ou tout au moins, l'acceptation de preuves de nombreuses sources, tels les conseillers, aînés, conseillers spirituels, médecins, etc.).
 - ▶ Confidentialité et protection contre les mesures disciplinaires.
 - ▶ Obligation d'accommodement de l'employeur (modification de l'horaire, de l'emplacement du travail, du numéro de téléphone et de l'adresse courriel pour rehausser la sécurité).
 - ▶ Engagement de l'employeur à planifier la sécurité, offrir de la formation aux représentants à ses frais et établir des politiques au travail.
- ▶ Si l'employeur refuse d'accorder un congé payé, négociez une nouvelle section sur un congé pour cause de violence conjugale qui reconnaît l'existence de telles situations et précise que, dans ces cas, les victimes peuvent prendre les congés payés ou sans solde auxquels elles ont droit, sans qu'ils leur soient indûment refusés.
- ▶ Demandez plus de renseignements à la permanente/au permanent ou à la présidente/au président de la section locale ou de l'unité des Métallos.

Violence conjugale - suite de la page précédente

de l'initiative, que les militants, présidents et représentants syndicaux abordent aussi à la table de négociation, où elle connaît du succès.

De plus en plus, des Métallos partout au pays négocient des congés pour cause de violence conjugale dans leurs conventions.

Obtenir des congés pour cause de violence conjugale

La SL 2009 chez Kwantlen Public Interest Research Group à Surrey (C.-B.) a été la première à négocier de tels congés dans sa convention de 2016. Michelle Laurie était la permanente des Métallos à la table.

«Une de nos membres a entendu parler de ces congés lors d'une conférence et proposé qu'on en négocie», a-t-elle dit.

L'unité a obtenu 12 semaines de congé payé et jusqu'à trois mois de congé sans solde.

Michelle Laurie a collaboré avec trois autres unités de la SL 2009 à négocier des congés pour cause de violence conjugale, chez MoveUP (SEPB 388), à l'IATSE 891 et à la société des étudiants de l'Université de Victoria; ils varient de cinq jours à six semaines et incluent un engagement portant sur la formation au travail et des stratégies afin d'assurer la sécurité.

Michelle a présenté le concept à la table de négociation, soulignant que la violence conjugale n'était pas un nouveau problème.

«Selon la société, nous devons aborder le problème et voir comment il touche les employeurs, la capacité des personnes à travailler, leur rendement, la sécurité au travail.

«Nous devons en parler à haute voix. La violence conjugale est réelle et il existe de véritables moyens d'y faire face», a-t-elle ajouté.

La violence, inacceptable dans la société

Les raisons qui motivent Lynne Descary à négocier ces congés sont personnelles. Elle a grandi dans un milieu familial violent. Elle sait ce que vivent les femmes victimes de violence.

«Sans ces congés, les femmes sont prises dans des relations de violence», a constaté Lynne, permanente des Métallos en Ontario (District 6).



Au Canada, une femme sur trois âgée de plus de 16 ans est victime d'agression sexuelle.



Les Femmes d'acier Mary Lou Scott et Norma Mohamed présentent l'initiative antiviolence au Conseil régional de Toronto des Métallos.

Elle reconnaît que par le passé, même si on n'en parlait pas, la société refusait de considérer la violence conjugale comme un problème. Ce n'est plus le cas.

Grâce à Lynne, au moins cinq unités de négociation en Ontario ont réussi à obtenir ce type de congé, certains comprenant des heures flexibles, jusqu'à quatre semaines de congé payé et cinq mois de congé sans solde ni perte d'avantages ou d'ancienneté.

Une clinique d'aide juridique de Sudbury (SL 2020 des Métallos) n'a pas hésité à accepter les clauses contractuelles. D'autres employeurs ont d'abord dit non, mais dans bien des cas, ils ont changé d'idée.

«Les comités nous appuient entièrement», a déclaré Lynne.

Elle a persévéré

La permanente Darlene Jalbert a réussi à négocier 10 jours de congé payé dans les conventions de Your Credit Union à Ottawa et Cornwall (SL 8327 et 13292 des Métallos).

Au départ, l'employeur les a refusés, mais il s'est rallié par la suite, décidant d'en faire bénéficier l'équipe de direction également.

Avec l'équipe de négociation, Darlene a aussi obtenu ces congés pour 35 membres à une autre unité de la SL 8327, Lanark County Interval House, un refuge pour femmes.

Les négociateurs ont fait appel à la compassion de l'employeur, soulignant que les clauses ne conféraient

aucun traitement spécial. Quand les employeurs sympathisent avec l'idée, les équipes insistent.

«Mettez-les par écrit», a déclaré Darlene.

Les médias transmettent le message

Deux sections locales des Métallos en C.-B. et en Alberta ont négocié des congés pour cause de violence conjugale à quelques jours d'intervalle. Ray White, président de la SL 1-207 à Edmonton, a réussi l'exploit au Rivercrest Care Centre, un établissement de soins de longue durée à Fort Saskatchewan (Alb.).

La médiatisation locale de cette réalisation en Alberta a facilité la présentation des clauses à d'autres unités de la section locale, même dans les milieux à prédominance masculine.

Depuis la réussite à Rivercrest, la section locale a négocié ce genre de clauses pour le personnel des infirmières et infirmiers unis de l'Alberta, ainsi qu'une lettre d'entente avec Shaw Pipe à Camrose (Alb.).

«Nous devons en parler à haute voix. La violence conjugale est réelle et il existe de véritables moyens d'y faire face.»

– Michelle Laurie

L'agente d'affaires Ivana Niblett a montré la présentation anti-violence des Métallos pendant les négociations avec Rivercrest, contribuant ainsi à faire changer d'avis un employeur qui considérait les programmes d'aide aux employés suffisants, même s'ils ne prévoyaient aucun congé. En établissant le lien entre la violence et la santé et la sécurité au travail, elle a changé le discours.

«On n'aura peut-être jamais recours aux clauses, mais si elles permettent de sauver une vie, ça en vaut la peine», a précisé Ivana.

Jusqu'à présent, Ivana et Ray ont négocié des clauses sous une forme ou une autre à trois unités. Vingt conventions

suite à la page suivante



Un travailleur/une travailleuse sur trois a été victime de violence familiale.





*«Mettez-les
par écrit.»*

– Darlene Jalbert

Violence conjugale - suite de la page précédente

seront négociées en 2017 et, selon Ivana, des clauses de congé pour cause de violence conjugale seront présentées à toutes les tables.

Les Métallos en Alberta sont fiers d'inclure les clauses dans les propositions de négociation.

Il en est de même en C.-B., où Jeff Bromley de la SL 1-405 en a obtenues pour les membres d'une unité à Trickle Creek Resort à Kimberley.

«Dès que nous en parlons, les gens se montrent réceptifs»

– Veronica Tanner

Veronica Tanner est coprésidente du Comité de la condition féminine de la section locale, et elle siège au comité du District 3 et au Comité national. Elle a présenté l'initiative anti-violence et les modèles de clauses à sa section locale. Depuis, elles font partie des propositions de négociation, même dans les milieux de travail à prédominance masculine.

Selon Veronica et Ivana, le fait que des membres masculins du syndicat appuient l'initiative et y prennent part contribue à faire passer le message.

«Dès que nous en parlons, les gens se montrent réceptifs», a indiqué Ivana.

Il faut les rendre légalement obligatoires

Un mouvement visant à rendre légalement obligatoires les clauses de congé pour cause de violence conjugale progresse. En 2016, le Manitoba a ajouté de telles dispositions aux lois sur les normes d'emploi. L'Ontario et la Saskatchewan envisagent des projets d'initiative parlementaire. Le gouvernement fédéral étudie la question et l'Alberta l'examinera pendant sa révision du droit du travail.

*«On n'aura peut-être jamais recours
aux clauses, mais si elles permettent
de sauver une vie, ça en vaut la
peine.»*

– Ivana Niblett

Au Québec, en novembre 2016, la FTQ a adopté à l'unanimité une résolution réclamant l'ajout de clauses du genre dans les lois et les conventions collectives.

Une partie du travail des Métallos en matière d'égalité

Les préjugés sociaux forcent les victimes de violence conjugale à garder leur situation secrète. Un grand nombre d'agresseurs le font aussi. En parlant du problème et en le soulevant pendant les négociations, les syndicats aident à mettre fin à l'isolement en reconnaissant la violence comme un problème social et en appuyant les victimes.

La négociation de congés pour cause de violence conjugale fait partie du travail des Métallos en matière d'égalité et de condition féminine. La violence conjugale est aussi un problème de santé et de sécurité au travail. Même si à elles seules, ces clauses ne mettront pas fin à la violence contre les femmes et les filles, la négociation de congés aidera à briser le silence tout en faisant progresser et en privilégiant les enjeux féminins dans notre syndicat. ■

**Presque 10%
ont révélé avoir
perdu un emploi
en raison de
violence
familiale.**



Bienvenue aux réfugiés

La participation des Métallos au parrainage change des vies

«Nous avons un nouveau foyer, merci!»

Le groupe confessionnel de Bernie Heintzman à Sault Ste. Marie (Ontario) a commencé à recueillir des fonds en vue de parrainer une famille de réfugiés syriens. L'initiative New Beginnings a attiré 40 membres de cinq églises, permettant ainsi au groupe d'élargir ses objectifs et de parrainer non pas une famille, mais plutôt trois.

Quand Bernie a lu l'article dans la revue *Métallos@l'oeuvre* de juin 2016 sur le soutien financier du Fonds humanitaire des Métallos (FHM) à des groupes privés comprenant des Métallos, le groupe a présenté une demande.

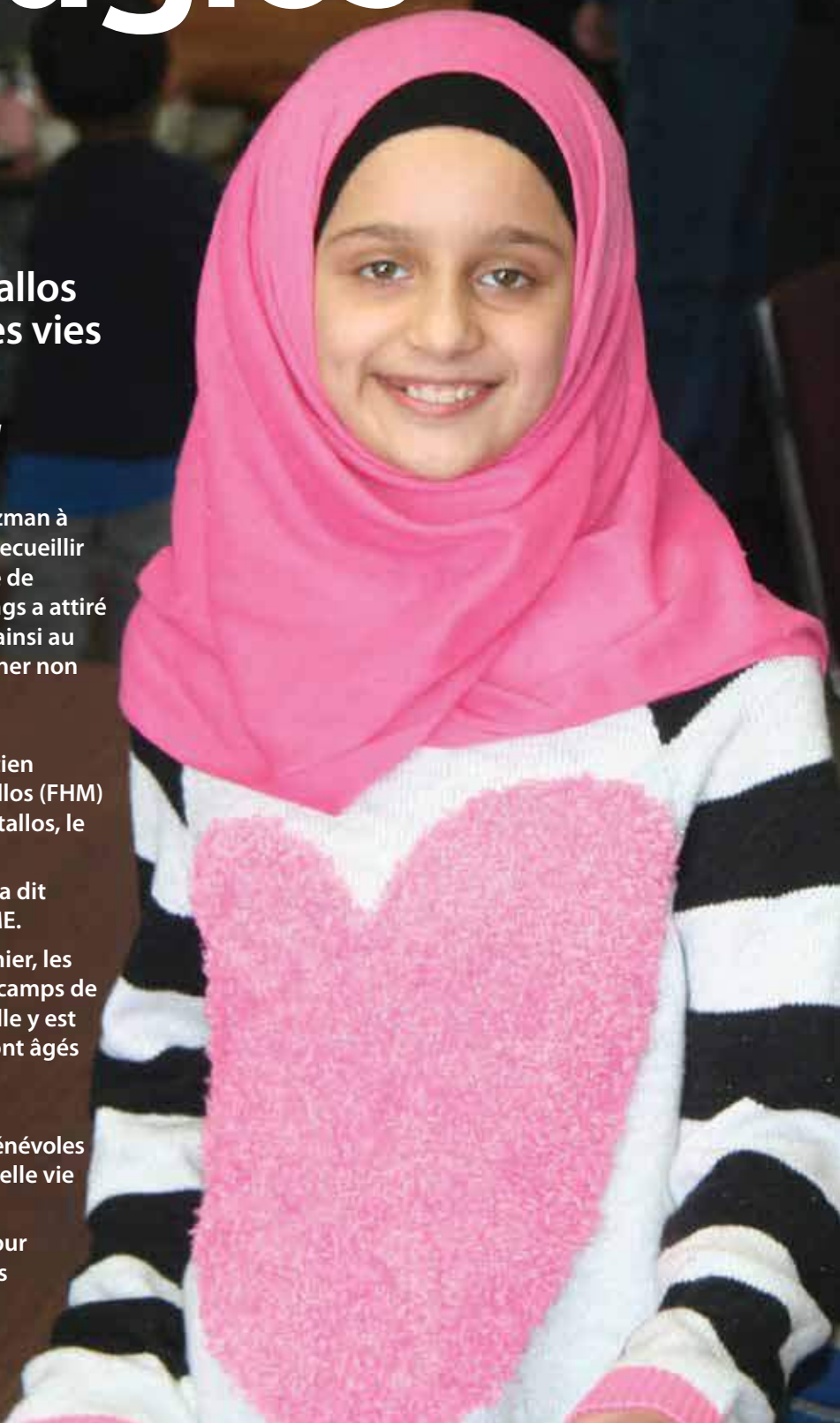
«Les Métallos nous ont beaucoup aidés», a dit Bernie, membre de la section 17 de l'ORME.

Avant d'arriver au Canada l'automne dernier, les familles syriennes avaient vécu dans des camps de réfugiés en Turquie et au Liban. Une famille y est restée pendant quatre ans. Les enfants sont âgés de huit mois à 13 ans.

Qu'il s'agisse de transport, d'éducation, d'hébergement ou de financement, des bénévoles aident les familles à s'adapter à leur nouvelle vie au pays.

Les adultes suivent des cours d'anglais pour renforcer leurs compétences linguistiques

suite à la page suivante



Réfugiés - suite de la page précédente

en vue d'un emploi futur, alors que les enfants maîtrisent déjà remarquablement bien l'anglais.

Lors d'un récent rassemblement avec les familles et le FHM, une des enfants, Ayenda, a lu la conclusion d'une lettre qu'elle avait écrite en anglais : «Merci aux Canadiens de m'aider moi, d'aider ma famille et toutes les autres familles syriennes, merci de m'avoir donné un nouveau foyer».

Le Canada peut faire davantage

Liz Brach a formé un groupe de parrainage après des vacances en Italie qui lui ont fait réaliser que le Canada pouvait aider les réfugiés davantage. À son retour à Powell River (C.-B.), son curé l'a dirigée vers le bureau de justice sociale de l'église à Vancouver.

Sachant que l'église appuyait un réseau de soutien et de savoir-faire, Liz a lancé un appel sur Facebook, et Hands Across The Water a vu le jour.

Barry Butula, un membre de la SL 816 du syndicat, a appris en lisant *Métallos@l'oeuvre* que d'autres Métallos apportaient de l'aide à des réfugiés.

«Il était tellement content de savoir qu'il pouvait y collaborer», constate Liz. La conjointe de Barry, Brenda, est membre de Hands Across the Water. Le groupe comptant un Métallo parmi ses membres, il était admissible au soutien du FHM destiné aux réfugiés.

La famille Dayekh est arrivée à Powell River le 30 juin 2016 après avoir vécu dans un camp de réfugiés en Jordanie pendant deux ans.

«Ils s'adaptent très bien, a mentionné Liz en parlant de Gaby, de sa femme Rania et de ses quatre enfants. Gaby travaille déjà quatre jours par semaine à une entreprise de fabrication de fenêtres à Powell River.»

Leur fils aîné, Rezq, 21 ans, qui parle



Hands Across the Water avec leur famille syrienne et des Métallos. 1^{re} rangée : Noella, Rania, Gaby, Rezq, Daniel et Elia Dayekh. 2^e rangée : Elizabeth Brach, Kate Saunders-Cooper, le permanent des Métallos Earl Graham, le président de la SL 816 des Métallos Mick Panchich et Barry Butula.

«Merci aux Canadiens de m'aider moi, d'aider ma famille et toutes les autres familles syriennes, merci de m'avoir donné un nouveau foyer».

– Ayenda Ali, 11 ans

assez bien anglais, a décroché un emploi chez Lafarge sur l'île Texada, en compagnie d'autres Métallos. Il a perfectionné son anglais et réussi brillamment un cours collégial en

vue de son admission à la BCIT à l'automne.

Selon Liz, la collectivité de Powell River a offert du soutien remarquable. Des organismes locaux d'orientation de carrière et de services aux immigrants ont mis Rania en contact avec un mentor, et elle a commencé à vendre des aliments à un marché fermier local ce printemps.

Liz a entendu des Canadiens dire que leur pays avait accepté suffisamment de réfugiés, mais elle n'est pas d'accord. «Nous avons beaucoup de place et nous offrons tellement de possibilités.»



Deux des trois familles de New Beginnings : les Ali (à g.) et les Balach (à dr.).

De fervents travailleurs

Apprendre l'anglais constitue souvent le plus grand obstacle à l'emploi des réfugiés. Les parents d'une famille de six provenant de Birmanie se rendent à leurs cours d'anglais en vélo électrique, plus d'un an après leur arrivée à Sault Ste. Marie en novembre 2015.

Murray McLean est membre de la SL 2724 des Métallos (Essar Steel Algoma) et fait partie du groupe des amis des réfugiés de l'Église unie de St. Andrew qui parraine la famille. Grâce à la participation de Murray, le groupe a pu demander au FHM du soutien pour les réfugiés.

«Les jeunes ont fait d'énormes progrès, a souligné Murray, en parlant de leurs connaissances de l'anglais. Le plus jeune des enfants va à la garderie et commencera l'école à l'automne.»

Les parents ont tous deux «hâte de travailler et veulent s'impliquer dans la localité», a-t-il poursuivi. Le père, Aung Ngwe, se porte bénévole un jour par semaine auprès d'Habitat pour l'humanité. «Nous espérons que cette expérience lui ouvrira des perspectives d'emploi dans le déménagement, l'entreposage ou à un terrain de golf.»

«Même si l'engagement d'un an des parrains a pris fin, aucun bénévole ne s'est désisté. Des infirmières retraitées les aident pour leurs rendez-vous médicaux, deux bénévoles à gérer les finances, et deux autres à faire l'épicerie», a expliqué Murray, précisant que la famille y était déjà allée seule.

Grâce à l'expérience de parrainage, des membres du groupe de Murray prêtent main-forte aux quelque 100 réfugiés que le gouvernement fédéral parraine à Sault Ste. Marie et qui ne reçoivent pas le même soutien concret de la collectivité que celui dont bénéficient les familles qu'appuient les groupes privés.

Parrainer un réfugié est un excellent moyen de se faire des amis, et ça fonctionne des deux côtés, selon Murray. «Ça changera votre vie.»

Programme d'aide au parrainage de réfugiés du Fonds humanitaire des Métallos

Jusqu'à présent, le Fonds humanitaire des Métallos a appuyé financièrement 12 groupes qui parrainent des familles de réfugiés, et il s'est engagé à en soutenir six autres lorsque les familles de réfugiés auront reçu l'autorisation de venir au Canada.

Si des membres de votre section locale sont intéressés à former un groupe de parrainage privé, demandez-leur de communiquer avec le Fonds humanitaire des Métallos au 416 544-5994, à fondshumanitaire@metallos.ca ou au 800-234, av. Eglinton E., Toronto (Ont.) M4P 1K7. ■



Aung Ngwe et Pow Bow reviennent de leurs cours d'anglais à Sault Ste. Marie.

Négociations fructueuses en dépit des temps difficiles

Confrontés à des défis économiques ainsi qu'à des employeurs et des gouvernements déterminés à affaiblir leurs droits de négociation, les Métallos continuent de remporter des conventions collectives avantageuses dans presque chaque secteur de l'économie. Voici quelques exemples de bons contrats négociés récemment par des Métallos partout au pays :

1976 

Les membres chez CP Rail renforcent leurs pensions et salaires

Les 600 métallos qui travaillent chez CP Rail au Canada ont ratifié un contrat de cinq ans prévoyant des hausses de salaire annuelles de 2% et d'autres de 1% sur objectifs pendant les 4^e et 5^e années. Ils conservent leurs régimes de retraite à prestations déterminées et les programmes d'assurance sont bonifiés. Les membres travaillent surtout au soutien administratif, au département intermodal, à la cour de triage et au service à la clientèle.

**5778
4401
8664
6869** 

Un bon contrat de travail chez ArcelorMittal

Les 2000 syndiqués d'ArcelorMittal à Fermont et Port-Cartier ont ratifié un contrat de travail qui confirme le maintien d'un même régime de retraite pour tous les travailleurs, et même sa bonification. De plus, les travailleurs de la mine Fire Lake obtiennent la parité avec ceux de la mine du Mont Wright. Le contrat de 4 ans prévoit des hausses annuelles allant entre 2,2% et 3%. La rente de base est augmentée graduellement de 4 \$ par mois/année de service d'ici à la fin du contrat.

1138 

Plus de clause orphelin chez Syncrén

Les 140 travailleurs de l'usine d'assemblage Syncrén à Laval ont ratifié un nouveau contrat de trois ans qui met fin à une clause orphelin dans les assurances. Dorénavant, le même régime d'assurances s'appliquera donc à tous les travailleurs, peu importe leur date d'embauche. Le contrat prévoit des hausses salariales de 50 cents/l'heure, pour chacune des années du contrat.

816 

Grande victoire pour les mineurs de calcaire

En lockout depuis près de cinq mois, les membres de la SL 816 à la mine de calcaire de Lafarge Canada sur l'île de Texada (C.-B.) ont signé un contrat en mars, repoussant toutes les demandes concessions et obtenant plusieurs avantages. Ils ont fait échouer les tentatives de Lafarge d'éliminer les droits d'ancienneté et les classes d'emplois, tout en négociant des hausses salariales totales de 9% et l'amélioration des avantages, des pensions et du libellé du contrat.

9291 

Premier contrat ratifié à 100% chez Technosub

C'est dans une proportion de 100% que les 70 nouveaux Métallos chez le fabricant de pompes submersibles Technosub à Rouyn-Noranda ont ratifié leur première convention collective. Tous les membres auront des augmentations en plus de la progression dans l'échelle salariale et le maximum de l'échelle sera atteint beaucoup plus rapidement. La première année, les augmentations oscillent entre 3,2% et 4%. Les hausses salariales pour les deuxième et troisième année seront de 2,5% et 2,5%.

4096 

Règlement des problèmes associés à la privatisation

Les 360 membres de la section locale 4096 ont signé de nouveaux contrats avec les Laboratoires nucléaires canadiens et résolu les problèmes de pension découlant de la privatisation de l'ancienne entreprise, Énergie atomique du Canada limitée, à Chalk River (Ont.). Les contrats prévoient la création d'un régime de retraite interentreprises et intersyndicats, des paiements forfaitaires, des hausses salariales annuelles de 1,5% à 2% et des améliorations au libellé.

De meilleurs salaires et pensions pour les mineurs de charbon



7884
9346

En dépit de conditions difficiles dans l'industrie, 1800 membres aux installations d'extraction de charbon de Teck en Colombie-Britannique ont ratifié un nouveau contrat avantageux de cinq ans à la fin de 2016. Les membres de la SL 7884 aux installations de Teck à Fording River et ceux de la SL 9346 à la mine Elkview de Teck ont reçu des paiements forfaitaires entre 18 000 \$ et 22 000 \$, s'accompagnant de hausses salariales de 2% dans chacune des quatre dernières années du contrat, d'importantes augmentations des pensions et de meilleurs avantages.

Conventions collectives solides avec Ivaco



7940
8794

En février, 370 membres des SL 7940 et 8794 chez Ivaco Rolling Mills à L'Original (Ont.) ont conclu une convention collective de trois ans qui améliore les salaires, les avantages sociaux et les protections contre la sous-traitance. Les hausses et rajustements salariaux horaires varient de 3,82 \$ à 7,11 \$ pour les métiers, et de 1,50 \$ à 3 \$ pour les employés de la production, et se conjuguent à de nouvelles primes de maintien maximales de 2 \$ l'heure pour les principaux postes.

Ratification d'un contrat malgré des négociations ardues avec Telus



1944

À la fin de 2016, après des mois de négociations difficiles avec le géant des télécommunications Telus, les membres du STT, SL National 1944 des Métallos, ont voté à 68% pour un nouveau contrat. Durant les négociations, les membres ont réagi par un niveau d'engagement et de solidarité sans précédent, contrecarrant les tentatives de Telus de dépouiller leur contrat. L'accord couvrant 10 800 membres en C.-B., en Alberta, en Ontario et au Québec inclut d'importants paiements forfaitaires et des hausses salariales de 2% dans chacune des trois dernières années du contrat.

Première convention à la Résidence l'Oasis du repos



4796

C'est dans une proportion de 95% que les membres de la section locale composée 4796 ont accepté leur première convention collective. Un réajustement salarial allant jusqu'à 2 \$/l'heure a été négocié ainsi que des augmentations de 0,40 \$/l'heure pour chaque année et une participation de l'employeur de 2,5 % à un régime de retraite. Les travailleuses et travailleurs obtiennent également un congé de maladie supplémentaire et ainsi que des congés fériés transférables.

Clauses innovantes sur la violence conjugale



1-207
405

Des Métallos en Alberta et en C.-B. comptent parmi ceux qui ont récemment négocié des congés pour cause de violence conjugale. En janvier, les membres de la SL 1-207 au Rivercrest Care Centre à Fort Saskatchewan (Alb.) ont établi de tels congés dans un nouveau contrat comprenant aussi des hausses salariales de 3%, de nouvelles primes de quart et d'autres améliorations au libellé. En même temps, les membres de la SL 1-405 chez Trickle Creek Resort à Kimberley (C.-B.) ont conclu une convention offrant ce même type de congés, des hausses de salaire de 5% et des améliorations aux vacances, à la couverture de soins de santé et au congé de deuil.

Nouvel accord menant à la réouverture de l'usine

7226

D'intenses négociations portant sur l'investissement d'un employeur dans la réouverture de l'usine où travaillent les membres de la SL 7226 à Calgary ont abouti à un nouvel accord. Les installations de Tenaris produisant des tuyaux et des tubes en acier avaient fermé au milieu de 2015 en raison du dumping d'acier étranger et des faibles prix du pétrole et du gaz. Plus de 100 membres ont repris le travail au printemps, régis par un contrat qui prévoit le maintien de leur régime de retraite à prestations déterminées et de tous leurs avantages, et inclut des améliorations au libellé.

Quand la vie bascule

Ian Lavoie témoigne de son accident de travail

Il y a un an, le 19 février 2016, la vie de Ian Lavoie a basculé. Ce Métallo à l'aciérie d'ArcelorMittal à Longueuil a subi un grave accident. Après une opération de 13 heures, entre la vie et la mort, l'amputation d'une jambe et plusieurs autres chirurgies, il marche à nouveau et célèbre la vie. Témoignage d'un miraculé.

Finisseur à l'usine d'ArcelorMittal de Longueuil, Ian Lavoie était allé donner un coup de pouce dans un autre département, à l'expédition. En une fraction de seconde, un paquet de barres de 23 pieds – des fardeaux – lui est tombé dessus, sectionnant sa jambe sur le champ et le faisant

tomber sur un 'fardeau' brûlant sortant du laminoir.

Le combat commence


Longtemps premier répondant dans les équipes de secours d'ArcelorMittal, il savait qu'il mettait plus de chances de son côté s'il restait éveillé. «J'ai lutté très fort, ce n'était pas facile. J'ai eu comme une fureur de vivre. Quand j'étais sous les barres, je pensais à mes enfants et à Valérie, ma blonde. Y'était pas question que je parte. Je me suis battu», explique ce père, lui-même orphelin de parents, comme sa blonde.

Après un coma de trois semaines, il était «juste content d'être vivant, de

[se] réveiller». Mais la bataille est loin d'être terminée. Il passera plusieurs mois à l'hôpital puis dans un centre de réadaptation jusqu'en août. Un an plus tard, il poursuit la réadaptation à l'externe avec sa prothèse de «robocop», délaissant même la canne pour marcher.

Prévention

Avec du recul, il constate que l'accident dont il a été victime aurait pu être évité si les dangers avaient été limités sur les lieux de travail. L'enquêtrice de la CNESST a d'ailleurs talonné l'employeur à propos de certaines situations, ce dernier a contesté son rapport devant les tribunaux.



Le directeur québécois des Métallos, Alain Croteau, a annoncé un don de 37 000 \$ à la Croix-Rouge afin de venir en aide à la population du Québec aux prises avec des inondations records ce printemps. Ce don provient du Fonds humanitaire des Métallos. «Alors que plusieurs de nos concitoyens et de nos membres sont durement touchés par une crue printanière historique, nous voulons témoigner de notre solidarité avec la population du Québec», a déclaré Alain Croteau. Ce don est l'un des plus importants lors de catastrophes naturelles au Québec pour le Fonds humanitaire, auquel contribue des dizaines de milliers de membres à raison d'un cent de l'heure travaillée, parfois plus.

«J'ai vu des choses qui n'avaient pas lieu d'être dans les entrepôts. Des piles non conformes. On était peut-être rendus habitués. Peut-être qu'on fermait les yeux, qu'on passait à côté. C'est une aciérie, y'a des risques partout», constate Lavoie après-coup. «C'était comme une épée de Damoclès qui était au dessus de notre tête. Le 19 février à 4 h 45, l'épée est tombée.»

Aujourd'hui, il salue le travail des représentants en prévention. Il a envie de partager un message à tous les travailleurs. «Des fois, ça peut arriver qu'on dise 'ils sont fatigués avec la santé et la sécurité'. Je l'ai déjà dit moi aussi. C'est leur job, c'est leur travail. Pis là, je m'en rend compte que c'est super important, la vigilance, les systèmes de sécurité, ils nous protègent.»

Il a assisté à l'assemblée annuelle des

Métallos en novembre dernier, saluant le travail de ses collègues de la SL 8897, l'appui de sa famille et de ses amis dans cette épreuve.

Le directeur québécois des Métallos, Alain Croteau, a rappelé qu'il ne faut pas avoir peur de déranger quand il est question de santé et de sécurité. «Oui, des fois l'employeur va essayer de nous en faire payer le prix en disant qu'on a exercé un droit de refus abusif. Mais il faut se battre jusqu'au bout, faut pas lâcher le morceau. Le droit de refus, c'est plus qu'un droit, c'est un devoir!», a-t-il fait valoir. ■



Ian Lavoie a assisté à l'assemblée annuelle des Métallos en novembre dernier, saluant le travail de ses collègues de la SL 8897, l'appui de sa famille et de ses amis.



Photo : Exile on Ontario St sur Flickr, sous licence CC BY-ND 2.0

LES MÉTALLOS
LE POUVOIR DE LA
SOLIDARITÉ

CONGRÈS IN

«Le pouvoir de la s

Le Syndicat des Métallos a choisi comme thème directeur de son Congrès international d'avril 2017 «Le pouvoir de la solidarité», celui que nos consœurs et confrères ont forgé dans leurs sections locales, celui que nous avons créé en affrontant des employeurs déraisonnables et dangereux, celui que les mauvais accords commerciaux et règlements sur la santé et la sécurité nous ont forcés à édifier, et celui que chacun de nous ressent quand nous cherchons à protéger nos familles et nos collectivités, et à subvenir à leurs besoins.

Dans son discours d'ouverture, le président international Leo W. Gerard nous a rappelé que l'histoire de notre mouvement s'appuie sur une solidarité durement acquise. «Nos fondateurs ont tout risqué pour nos droits. Ils ont surmonté d'incroyables obstacles, affronté des briseurs de grève, des fiers-à-bras et des gardes nationaux

déterminés à briser leurs grèves. Ils ont même tenu tête à des policiers qui les ont littéralement abattus sur la ligne de piquetage», a-t-il expliqué à la foule de plus de 4000 personnes.

«Malgré tout, nos membres ont triomphé. Leur pouvoir était le plus grand, et il l'est toujours – le pouvoir de la solidarité, du militantisme, le pouvoir de demeurer forts, côte à côte, et militants lorsque nécessaire.»

Selon Gerard, le Syndicat devra relever d'incroyables défis pour protéger les emplois, les salaires de la classe moyenne et les avantages sociaux contre la cupidité des entreprises.

«Il y a encore des PDG qui considèrent avec mépris nos demandes d'éliminer ou réduire les risques au travail, s'inquiétant davantage de leurs prochaines primes et options d'achat d'actions.»

LA PAROLE EST AUX DÉLÉGUÉS • LA PAROLE EST

Isabelle Miller
Les droits civils et de la personne

«Je ne veux pas que mes enfants connaissent le racisme, mais mon enfant le sait. À neuf ans, il est trop jeune pour ça.»



Manon Castonguay
Grève chez CEZinc

«Parce que nous avons votre soutien, nous ne reculerons pas! Nous remporterons cette lutte contre Glencore. Nous en sortirons forts et fiers.»



INTERNATIONAL 2017

«Solidarité» guide notre avenir



Il a fait référence au Canada pour renforcer son argument. «Au Canada, les Métallos ont résisté aux concessions exigées par Rio Tinto à Alma, au Québec, et 25 ans après une tragédie minière appelée Westray, ils luttent toujours pour que les dirigeants soient tenus responsables quand un décès se produit.»

Le président international a réclamé un militantisme renouvelé et il a invité les délégués à briguer les suffrages à tous les paliers de gouvernement. «Nous vous aiderons» a-t-il déclaré.

Des conférencières, conférenciers et panélistes venus des États-Unis, du Canada et du monde entier ont livré des discours passionnés, informatifs et éducatifs. Les conférenciers comptaient le président du syndicat mexicain Los Mineros, Napoleon Gomez Urrutia et le chef

du NPD du Canada Tom Mulcair.

Tom Mulcair a surtout insisté sur les torts que causent les accords commerciaux aux travailleurs canadiens et américains. «Il ne faut pas s'étonner de voir grandir l'écart entre les riches et le reste de la population. Le gouvernement libéral fédéral poursuit les mêmes politiques et accords commerciaux mal avisés qui éliminent des emplois depuis des décennies. Les libéraux appuient l'ALENA, ils ont signé un accord commercial favorable aux entreprises avec l'Union européenne et s'emploient actuellement à sauver le Partenariat transpacifique. Cependant, le Syndicat des Métallos et le NPD croient qu'une économie juste devrait avantager tout le monde, non pas seulement les riches. À la base, nos valeurs sont l'égalité, la justice et les possibilités.» ■

Photo : Steve Diez

AUX DÉLÉGUÉS • LA PAROLE EST AUX DÉLÉGUÉS

Mark Austin

Formation et perfectionnement professionnel

«Grâce à une bourse d'études du syndicat, j'ai progressé dans ma carrière de travailleur syndiqué.» Il a soutenu la résolution réclamant plus de cours de formation et de perfectionnement.



Éric Matte

Les retraités et l'ORME

«Les retraités ont construit notre syndicat. Nous les avons inclus à notre comité de négociation. Ils ont une force de mobilisation incroyable. Le chapitre de l'ORME leur permet de rester proche de nous.»



Profils des délégués



KYLE JOHNSTON

SL 1944, unité 205
Red Deer (Alb.)

VILLE DOMICILIAIRE «À Red Deer, pour ce qui est du hockey, on encourage les Calgary Flames soit les Edmonton Oilers. Personnellement, je suis un grand partisan des Oilers.»

«LE POUVOIR DE LA SOLIDARITÉ»
«Lors de notre dernière ronde de négociations, nous avons beaucoup travaillé avec notre ÉCA et mobilisé nos membres de la Prochaine génération pour renforcer la solidarité.»

FAITS SAILLANTS DU CONGRÈS 2017
«Mon but principal sera définitivement d'aider à élaborer le programme de la Prochaine génération et à mobiliser les jeunes membres dans notre section locale.»



MANON BERTRAND

SL 1004
Salaberry-de-Valleyfield (Qué.)

VILLE DOMICILIAIRE «Dans ma région, l'industrie des pâtes et papiers a presque été entièrement délocalisée en Chine.»

«LE POUVOIR DE LA SOLIDARITÉ»
«Il est primordial d'être unis quand on lutte pour l'amélioration des conditions de travail et de la société. Ensemble, on est plus forts.»

FAITS SAILLANTS DU CONGRÈS 2017
«Le sentiment de solidarité qui se dégage dans la salle, l'espoir qu'ensemble on fait une différence.»



AMANDA GIBB

SL 9705
Castlegar (C.-B.)

VILLE DOMICILIAIRE «Castlegar est une ville de 7000 habitants et la ville par excellence pour le hockey.»

«LE POUVOIR DE LA SOLIDARITÉ»
«Ma section locale se compose à 95 pour cent de femmes; les succursales de la caisse sont assez éloignées les unes des autres. Par conséquent, pour nous, la solidarité est essentielle.»

FAITS SAILLANTS DU CONGRÈS 2017
«Je viens d'une petite section locale qui n'a pas l'habitude d'envoyer des gens au congrès. J'ai payé de ma poche pour être ici, pour y assister, et à mon retour, j'ai l'intention d'en parler.»



DANAE MOORE

SL 1-425
Williams Lake (C.-B.)

VILLE DOMICILIAIRE «La ville où je vis vient tout juste de décider que nous étions la capitale des murales de la Colombie-Britannique.»

«LE POUVOIR DE LA SOLIDARITÉ»
«Autrement dit, nous sommes plus forts si nous agissons ensemble plutôt que seuls. D'ailleurs, nous pouvons constater les avantages de cette solidarité pour nos sections locales lorsque nous nous mobilisons solidairement avec d'autres sections locales.»

FAITS SAILLANTS DU CONGRÈS 2017
«Découvrir le travail extraordinaire que font notre syndicat et nos membres.»



LA PAROLE EST À NOS DÉLÉGUÉS • LA PAROLE EST

Inder Johal

Résolution des Femmes d'acier

«Nous sommes des militantes engagées, appuyées par notre section locale. Notre présidente nous encourage et élimine les obstacles sur notre chemin.»



Liz Cherry

Formation des Femmes d'acier

«Le programme de formation des Femmes d'acier est extraordinaire. Il semble y avoir beaucoup d'obstacles à franchir pour accéder à la présidence de la section locale.»





SYED AKHTAR

SL 5296,
Mississauga (Ont.)

SECTION LOCALE «Nous représentons plus de 5000 membres dans de très nombreux lieux de travail partout dans la région du Grand Toronto.»

«LE POUVOIR DE LA SOLIDARITÉ»
«La solidarité signifie que nos membres obtiennent la représentation et la dignité au travail. C'est ce que la solidarité leur apporte.»

FAITS SAILLANTS DU CONGRÈS 2017
«Je suis impressionné par la solidarité et la diversité que je constate chez nos membres, des personnes de tous les horizons et tous les pays.»



TERRI RINTA

SL 2020
Sudbury (Ont.)

VILLE DOMICILIAIRE «Il s'agit de la capitale du nickel. On y trouve le Gros Nickel, un gigantesque cinq sous qui fait partie des attractions de la ville.»

«LE POUVOIR DE LA SOLIDARITÉ»
«Cela signifie que nous devons être unis pour accomplir notre travail à titre de syndicat.»

FAITS SAILLANTS DU CONGRÈS 2017
«On entend les opinions et les histoires des membres qui nous font réaliser à quel point les luttes que nous menons tous sont semblables.»



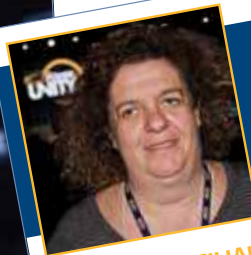
HUGUES VILLENEUVE

SL 9490
Saguenay (Qué.)

VILLE DOMICILE «Chez nous, nous n'avons qu'à penser au conflit chez Rio Tinto en 2011, la grève étudiante de 2012, le combat contre les clauses orphelines chez Ciment Lafarge et Resco.»

«LE POUVOIR DE LA SOLIDARITÉ»
«Cela signifie pour moi une réalité de notre époque : les travailleurs ne sont pas assez conscients de la force de leur nombre.»

FAITS SAILLANTS DU CONGRÈS 2017
«Il faudra rappeler à chaque occasion toute l'importance de la solidarité et de l'entraide. Elle jette des ponts. Elle soude.»



NATHALIE LAPOINTE

SL 1976
Dolbeau-Mistassini (Qué.)

VILLE DOMICILIAIRE «Dans mon patelin, à Dolbeau-Mistassini, Québec, l'exode des jeunes m'inquiète.»

«LE POUVOIR DE LA SOLIDARITÉ»
«Il indique que plus on est mobilisés, plus le groupe se tient, plus on est fort.»

FAITS SAILLANTS DU CONGRÈS 2017
«Je souhaite passer du temps avec mes confrères et consœurs.»

Photos : Steve Dietz

AUX DÉLÉGUÉS • LA PAROLE EST AUX DÉLÉGUÉS

Nik Redman

Appuyer la transition de genre en milieu de travail

«Il est important que les sections locales appuient les droits des transgenres.» Il constate que sa section locale compte parmi les plus diversifiées et lui a soutenu pendant sa transition de femme à homme.



Carolyn Egan

Droits fondamentaux des travailleurs

«Nous luttons pour les droits fondamentaux des travailleurs. Les syndicats font tellement pour aider les travailleurs dans nos deux pays. Les entreprises le savent et c'est pourquoi elles s'engagent dans ces véritables attaques.»



AGISSEZ AU GRAND JOUR!

Demander des comptes
aux marques canadiennes.

Quatre ans après l'effondrement du Rana Plaza qui a tué plus de 1100 travailleuses et travailleurs du vêtement au Bangladesh, une coalition internationale de militants des droits de la personne et du travail, dont le Syndicat des Métallos, a demandé aux détaillants de vêtements canadiens tels L'Équipeur et Sports Experts de s'engager à une plus grande transparence concernant leurs filières d'approvisionnement.

«Les consommateurs canadiens veulent que les détaillants au pays s'assurent qu'il y ait un minimum de sécurité afin d'empêcher à tout jamais des carnages dans les usines de vêtements.»

– Le directeur national des Métallos
Ken Neumann

La famille des marques de Canadian Tire, dont L'Équipeur et Sports Experts, importe des produits de 67 usines bangladaises. Même si l'entreprise s'est engagée publiquement à «vouloir changer positivement la vie des gens» et «améliorer la sécurité au travail», elle ne divulgue pas quelles usines elle utilise, comme le font d'autres grandes marques.

Un nouveau rapport basé sur un sondage auprès des 72 marques mondiales les plus connues a cité Canadian Tire et Walmart parmi les entreprises qui ne se sont pas engagées à publier de l'information sur leurs fournisseurs.

Sans transparence à ce sujet, les défenseurs des droits de la personne ne peuvent constater par eux-mêmes le traitement réservé aux travailleurs, l'état des rénovations aux bâtiments ni la sécurité des usines.

La campagne Agissez au grand jour invite le public à appeler les décideurs de Canadian Tire, à leur envoyer un message-texte ou par Twitter leur demandant de révéler publiquement les noms et adresses des usines qui confectionnent les vêtements de L'Équipeur, Sports Experts et d'autres magasins.

Nike, Adidas et 17 autres grandes marques ont convenu dans un Pacte pour la transparence de divulguer l'information sur les usines qui fabriquent leurs produits, selon le rapport Tirez le fil. D'autres entreprises, dont Mountain Equipment Co-op (MEC), Loblaw et la Compagnie de la Baie d'Hudson, prennent des mesures en vue de révéler plus d'informations sur leurs filières d'approvisionnement.

«Nous exhortons Canadian Tire, L'Équipeur et Sports Experts à s'engager clairement à faire preuve de transparence et de responsabilité», a déclaré Ken Neumann, directeur national des Métallos.

«Les consommateurs canadiens veulent que les détaillants au pays s'assurent qu'il y ait un minimum de sécurité afin d'empêcher à tout jamais des carnages dans les usines de vêtements», a-t-il ajouté.

Tenez les marques canadiennes responsables. Dites à L'Équipeur, Sports Experts et Canadian Tire d'agir au grand jour et qu'il est inacceptable de garder leurs usines à l'abri de l'examen du public : www.metallos.ca/24avril. ■